SELLAL CÈDE FACE AUX PRESSIONS ISLAMISTES

Quand le gouvernement se désavoue

Abdelmalek Sellal annule, via une correspondance adressée au ministère du Commerce, une instruction du ministre, Amara Benyounès, datant du 19 février 2015 et qui mettait fin à une note «clandestine» que le duo l'ancien chef du gouvernement Abdelaziz Belkhadem et son ministre du Commerce MSP, Hachemi Djaâboub, avaient imposée sur la vente de l'alcool. En fait, une note d'inspiration islamiste, prise en catimini en 2006 du temps où le «Hamas Algérie» régnait sur le secteur.

Photo : New Press

Abdelmalek Sellal.

Photo :Samir Sid

Amara Benyounès.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Le parti islamiste de Abderazak Mokri, qui n'est, en réalité, que la branche Algérie des Frères musulmans, avait profité de son très long séjour dans le gouvernement, de 1995 à 2012, pour infester des secteurs entiers, dont, principalement, celui du commerce. Depuis lors, et jusqu'à nos jours encore, quasiment toutes les directions, nationales ou de wilayas, sont tenus par des cadres de ce parti islamiste. Un travail souterrain et diabolique avait été mené dans ce secteur, tout comme celui du tourisme du reste, que le pouvoir offrira en offrande à l'internationale islamiste. Résultat palpable immédiat : l'Algérie est devenue, avec peut-être la Libye, la République islamique d'Iran et l'Arabie Saoudite, la dernière destination à laquelle songerait n'importe quel touriste étranger.Les dégâts en la matière sont déjà, aujourd'hui, tellement profonds, tellement apocalyptiques même que l'on se demande si le gouvernement est vraiment sérieux quand il classe le secteur du tourisme parmi les cinq alternatives stratégiques au... pétrole. Au plan politique, et les nuances du genre «surseoir», «approfondir la question», etc. mises de côté, la correspondance de Abdelmalek Sellal est, sans conteste, un précédent d'une extrême gravité pour la République. Il aura suffi de quelques agitations de quelques islamistes, dont la majorité auraient dû croupir en prison depuis des années pour terrorisme, au sens propre du terme, pour que tout l'Etat algérien fasse une scandaleuse concession à l'intégrisme politique. Ce manque de courage politique est d'autant plus inquiétant que, d'une part, le gouvernement cède face aux fossoyeurs de l'Algérie, connus et qui le revendiquent du reste et, d'autre part, au moment où, dans le monde entier, la lutte contre le terrorisme et l'intégrisme fait enfin l'unanimité.

L'Algérie, qui avait tenu tête aux barbares du GIA, de l'AIS, du GSPC et toute la smala, alors qu'elle était complètement isolée sur le plan international, fait montre, aujourd'hui, d'une honteuse posture devant les agitations de quelques illuminés et la campagne médiatique menée par quelques médias créés, soutenus et entretenus sur tous les plans par le pouvoir. Ce grave précédent aura des conséquences politiques désastreuses sur un pays livré, sans défense, à l'internationale islamiste en temps de paix ! «Le terrorisme est, certes, vaincu militairement, mais il a triomphé politiquement».

Ce constat de l'ancien chef d'état-major, le général major feu Mohamed Lamari, prononcé en 2002 pour dénoncer la politique de la «réconciliation» de Abdelaziz Bouteflika, n'a jamais été aussi cruellement vrai....

K. A.

CONSTANTINE, CAPITALE DE LA CULTURE ARABE

5 000 gendarmes pour sécuriser l'événement

Plus de 5 000 gendarmes ont été mobilisés pour garantir la sécurité durant la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe», a affirmé mardi le lieutenant-colonel Abdelhamid Kerroud, responsable de l'information au commandement de ce corps constitué.

Les éléments désignés pour cette tâche, affectés depuis les wilayas de Skikda, de Mila, d'Annaba, d'Oum El Bouaghi et de Constantine, sont chargés d'assurer la sécurité, de jour comme de nuit, des invités étrangers et des délégations participantes lors de leurs déplacements, selon cet officier. Ils ont également pour mission de «garantir la sécurité dans et aux alentours des structures culturelles destinées à abriter les différentes manifestations», et aussi de surveiller le réseau routier et les différentes places publiques, a précisé le lieutenant-colonel Kerroud au cours d'une conférence de presse organisée pour présenter le bilan des activités du 5e commandement régional de la Gendarmerie nationale (Constantine) lors du premier trimestre 2015. Les groupements territoriaux des wilayas limitrophes, notamment celles situées sur le littoral, sont également mobilisés dans le cadre d'un dispositif sécuritaire complémentaire.

Ce «plan spécial» qui a nécessité la mise en place d'importants moyens dont deux hélicoptères, sera opérationnel durant toute la durée de la manifestation et sera adapté aux exigences d'un évènement de cette dimension, a-t-il également précisé.

Quatorze barrages fixes supplémentaires, pour la filtration, ont également été installés en plusieurs points de la wilaya au titre de ce dispositif de sécurité renforcée, a encore indiqué le lieutenant-colonel Kerroud.

Par ailleurs, s'agissant du bilan d'activités de ce corps dans les wilayas relevant de la compétence du 5e commandement régional, durant le 1er trimestre de l'année en cours, il a été noté une hausse des affaires de criminalité, notamment des homicides qui ont augmenté de 52% par rapport à la même période de l'année 2014.

En revanche, les accidents de la circulation ont connu une baisse de 23,05%, a-t-on également relevé.

APS

L'ANCIEN MINISTRE DU COMMERCE, HACHEMI DJAÂBOUB :

«La politique de subvention des produits de première nécessité est une catastrophe»

La politique de subvention des produits de première nécessité doit être recadrée pour cibler les ménages et pas les produits.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'est ce qu'a défendu, hier mardi, l'ancien ministre du Commerce et vice-président du MSP, Hachemi Djaâboub. Intervenant dans le cadre de la toute première conférence thématique portant sur les répercussions de la baisse des cours du pétrole sur l'économie nationale, organisée par la Coordination pour les libertés et la transition démocratique (CLTD) dont son parti est membre, Djaâboub a qualifié de «catastrophe» cette politique de soutien des prix des produits de première nécessité du fait, selon lui, qu'elle «ne profite pas aux démunis et aux pauvres». «Il faut cibler le ménage et aller «graduellement vers la vérité des prix», a-t-il affirmé, car pour lui, les transferts sociaux de 25 milliards de dollars l'année dernière, «c'est de la poudre aux yeux puisque voilant une véritable catastrophe».

L'ancien ministre du Commerce a également plaidé pour la révision de fond en comble de la politique agricole qui ne doit pas, selon lui, se limiter à la subvention de la vigne et de la fraise. Un soutien qui doit aller à «l'agriculture et pas à l'agriculteur».

Dénonçant l'accord d'association avec l'Union européenne qu'il a qualifié de «crime» contre l'économie nationale qui ne profite, a-t-il expliqué, qu'aux pays de l'UE et pas, a-t-il regretté «aux pays du continent africain et ceux de la sphère arabe». Alors que, selon lui, il aurait été opportun de jouer sur les taxes douanières pour encourager la production locale ; Djaâboub invitera les pourfendeurs de l'option d'adhésion à l'OMC à avancer le moindre danger que cette option présenterait pour le pays. Surtout que, comme il l'a souligné, «toutes les lois amendées pour ce faire «sont déjà en vigueur», ne subsistent, selon lui, que «quelques engagements minimes». Pour lui, la situation actuelle de stand-by ne fait que profiter à la France et à l'UE. Pour sa part, l'ancien chef du gouvernement, Ahmed Benbitour, a réitéré, à l'occasion, sa prédiction catastrophique pour 2016, un scénario pire que celui de 1986, puisque, a-t-il avancé, «les dirigeants du pays gèrent l'aisance financière avec beaucoup de laxisme, enfonçant l'économie nationale dans une dépendance extrême des recettes d'exportation des hydrocarbures».

A noter que l'autorisation pour cette conférence thématique, la première d'une série de cinq devant se dérouler chaque mardi, n'a été délivrée par les services de la Wilaya d'Alger qu'hier vers 11h.

Mais le MSP, auquel a échu l'organisation de cette manifestation, a prévu de tenir cette dernière en son siège national en cas de refus, comme retenu lors du dernier sommet de la CLTD.

M. K.

NOUVELLES TECHNOLOGIES ET SERVICES DE COMMUNICATION

Ericsson présente sa nouvelle gamme de produits et solutions

La caravane promotionnelle des solutions IP et solution optique d'Ericsson a fait une halte hier à Alger. Pendant trois jours, l'équipe Ericsson à travers son road-show va tenter de séduire sur ses solutions et offres de dernière génération. Ericsson propose aux opérateurs de développer leurs infrastructures de communication à travers ses solutions optiques et IP.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Ericsson a entamé hier, à Alger, sa première démonstration de ses nouvelles solutions IP et optiques.

L'équipe Ericsson a tenté une opération de séduction devant des opérateurs à travers une présentation détaillée de ses équipements IP et optiques de dernière génération. Expliquant à l'occasion les applications et les avantages qu'offrent ces nouvelles technologies dans l'amélioration du déploiement du haut débit.

«Notre nouvelle offre est une base qui permet de l'intelligence dans les réseaux, une flexibilité et une agilité pour déployer des services qui permettent aux opérateurs, surtout les opérateurs télécoms, et le monde de l'industrie, notamment l'industrie des transports, de l'énergie et de l'administration publique, de faire évoluer leurs infrastructures de communication d'une manière rapide, très efficace et évolutive. L'usage des nouvelles technologies permet aussi l'amélioration de la productivité et les entreprises l'ont bien compris, c'est pourquoi l'usage des nouvelles technologies est en constante évolution», a expliqué Madjda Lahlou, directrice stratégie marketing et communication dans la région Maghreb.

Ces équipements de dernière génération sont déjà présents et exploités par des clients en Algérie, explique-t-elle. Ericsson a d'ailleurs, poursuit-elle, déployé près de 600 ingénieurs en Algérie pour conseiller et accompagner les opérateurs.

«Les solutions IP d'Ericsson conçues pour le concept de la société en réseau permettent aux opérateurs télécoms et fournisseurs de servies en Algérie de développer leurs activités de manière rentable en offrant aux utilisateurs finaux des services différenciés en termes d'agilité et d'efficacité», explique-t-on. D'autant que selon les prévisions du dernier rapport sur la mobilité d'Ericsson, le trafic de données mobile devra être multiplié par 8 d'ici 2020.

A cette date, le constructeur suédois prévoit la connexion de plus de 50 milliards d'appareils. Une grande capacité de réseau, de couverture et de résilience s'impose, selon Ericsson, afin de permettre aux opérateurs de s'adapter et de répondre aux conditions de ce nouveau marché.

Ericsson, présente depuis 40 ans en Algérie, souligne que plus de 40% du trafic mondial transite via ses réseaux.

S. A.